

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 12 128 DE MISE EN DEMEURE

Société ELIS BEZONS à BEZONS

Le préfet du Val d'Oise
chevalier de la Légion d'Honneur
chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Code de l'Environnement Livre V Titre I et notamment son article L. 171-8-1 ;

VU le code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 2003 encadrant les activités de blanchisserie industrielle, de location et d'entretien d'articles textiles et de vêtements destinés aux établissements de santé, de regroupement de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) par la société ELIS BEZONS 14, rue Marcel Paul à BEZONS ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 imposant à la société ELIS BEZONS des prescriptions techniques complémentaires dans le cadre des activités DASRI, et complétant l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2013 susvisé ;

VU le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date du 8 août 2014 élaboré suite à la visite d'inspection du site le 27 mai 2014 ;

VU le courrier en date du 8 août 2014 adressé à l'exploitant par la direction régionale et Interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), lui transmettant le rapport de l'inspection des installations classées, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire des observations ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 18 août 2014 adressé aux services de l'inspection des installations classées, demandant un délai supplémentaire pour transmettre ses remarques au plus tard le 8 septembre 2014 ;

VU la note du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise en date du 23 septembre 2014 ;

CONSIDÉRANT qu'aucune remarque écrite n'a été transmise par l'exploitant avant le 8 septembre 2014 aux services de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 mai 2014, l'exploitant informe l'inspection des installations classées avoir dimensionné son local de stockage et augmenté sa fréquence de collecte pour l'élimination des DASRI pour un volume maximal de 400 kg stockable sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'extrait du registre remis par l'exploitant lors de la visite montre des quantités d'enlèvement pour élimination supérieures à 100 kg, dépassant ainsi le volume d'enlèvement et de stockage autorisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas de séparateur d'hydrocarbures ou autre dispositif permettant de traiter les eaux pluviales souillées issues de l'aire de stationnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant se doit de transmettre tous les trimestres un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées, que le dernier envoi de l'autosurveillance a été faite par courrier le 2 août 2007 ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent des non conformités notables ;

CONSIDÉRANT en conséquence que, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d'Oise ;

ARRETE

Article 1er : La **Société ELIS BEZONS** est, pour l'exploitation de ses installations sises 14, rue Marcel Paul à BEZONS, **mise en demeure de respecter** :

- **Sous quinze jours**, les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2013 en réduisant le volume de stockage de DASRI à 100 kg, (volume maximal de collecte et de stockage autorisé).
- **Sous un mois**, les dispositions de l'article 3.1.6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 en transmettant tous les trimestres un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées de chacun des rejets présents sur le site,
- **Sous six mois**, les dispositions de l'article 3.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 en procédant à la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures ou autre dispositif permettant de traiter les eaux pluviales souillées issues de l'aire de stationnement.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de BEZONS pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cédex:

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture du Val-d'Oise, la Directrice Départementale des Territoires, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France et le Maire de BEZONS sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

- 7 NOV. 2014

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Jean-Noël CHAVANNE

